

croyons que les initiatives du Gouvernement sud-africain sont, dans une certaine mesure, une réaction tardive aux pressions que le Canada, de concert avec d'autres pays, exerce sur l'Afrique du Sud. Nous croyons que ces pressions auraient été moins efficaces si nous avions ignoré les Sud-africains et rompu nos relations diplomatiques avec eux, comme d'aucuns le suggéraient. Nous osons espérer par ailleurs que cette volonté de l'Afrique du Sud d'améliorer ses relations avec l'extérieur aura comme corollaire à l'avenir une lutte énergique contre la discrimination raciale à l'intérieur.

Comme vous le savez, l'accélération de l'activité diplomatique canadienne en Afrique est récente, mais elle a été très rapide. C'est seulement en 1957 que le Canada a établi sa première vraie mission diplomatique en Afrique noire. A cette époque, nous étions déjà représentés en Afrique du Sud et nous avions également une mission commerciale dans ce qui est maintenant le Zaïre. Il y a maintenant des missions canadiennes dans les pays suivants du Maghreb et de l'Afrique francophone: le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, le Zaïre, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc. Nous avons également de plus petits bureaux au Niger, au Mali et en Haute-Volta. En Afrique du Commonwealth, nous avons des hauts-commissariats au Nigéria, au Ghana, en Zambie, en Tanzanie et au Kenya. Nous avons également des ambassades en Ethiopie et en Afrique du Sud. Dans la plupart des cas, ces missions sont accréditées auprès d'au moins un deuxième Etat. Au total, nous sommes donc représentés dans tous les pays d'Afrique à l'exception de la Guinée équatoriale, bien que nous n'ayons pas de missions dans chacun de ces pays.

La majorité de nos agents diplomatiques en Afrique consacrent une partie de leur temps à l'aide au développement; il y a aussi dans nos missions 16 représentants de l'ACDI. De plus, l'ACDI compte environ 850 experts canadiens en Afrique à l'heure actuelle dans tous les domaines imaginables; à ceux-ci s'ajoutent quelque 500 représentants du CUSO et de son homologue francophone, le SUCO (Service universitaire canadien outre-mer). Enfin, à peu près 50 Canadiens oeuvrent en Afrique pour le compte du Service administratif canadien outre-mer, organisme fort utile qui permet à des retraités canadiens de mettre leur vaste expérience au profit des pays en voie de développement à un coût minimal. Nous avons donc près de 1,500 Canadiens qui travaillent en Afrique, dans le secteur de l'aide au développement.

La participation des gouvernements provinciaux est un aspect fort intéressant de la présence canadienne en Afrique. Ils ont déjà manifesté l'intérêt qu'ils portent au continent africain et indiqué leur volonté de participer plus activement aux programmes internationaux de développement du Canada. Ils possèdent d'importantes ressources, aussi bien dans le secteur technique qu'en